



De la révolution à l'Axe de la résistance : construction, affaiblissement et persistance de la puissance iranienne au Moyen-Orient

Hugo Rias-Traversal

Chercheur sur les conflictualités discursives au sein du Programme stratégie, défense et prospective (PSDP) de l'Institut d'études de géopolitique appliquée.

6 octobre 2026

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

Comment citer cette publication :

Hugo Rias-Traversal, « De la révolution à l'Axe de la résistance : construction, affaiblissement et persistance de la puissance iranienne au Moyen-Orient », Institut d'études de géopolitique appliquée, Programme stratégie, défense et prospective, Paris, 6 octobre 2026.

66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org

AVERTISSEMENT

De la révolution à l'Axe de la résistance : construction, affaiblissement et persistance de la puissance iranienne au Moyen-Orient

L'Institut d'études de géopolitique appliquée (Iega) est l'un des *think tanks* français de référence dans l'analyse des relations internationales. Depuis sa fondation, l'Iega est guidé par la volonté d'associer société civile, acteurs institutionnels et scientifiques dans le domaine de l'analyse géopolitique. Guidé par le souci d'indépendance et d'objectivité tout autant que par l'aspect humain, il œuvre en ce sens à travers la publication de travaux scientifiques en libre-accès, ainsi que par l'organisation d'événements et de formations accessibles au plus grand nombre.

Cette étude est publiée dans le cadre du Programme stratégie, défense et prospective (PSDP) de l'Institut d'études de géopolitique appliquée. Ce programme vise à nourrir la réflexion stratégique française sur les armées et leurs enjeux contemporains. Chaque édition s'organise autour d'une thématique transversale, appréhendée à partir des transformations de l'environnement stratégique et dans une perspective pluridisciplinaire. Le PSDP constitue un espace de recherche et de débat associant chercheurs, institutions, acteurs de la défense et société civile.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Institut d'études de géopolitique appliquée, 6 octobre 2026.

Table des matières

Résumé.....	2
Abstract	2
Introduction.....	3
Les fondements de la guerre irrégulière iranienne.....	3
<i>Une colonne vertébrale idéologique...</i>	3
<i>Une ossature dualiste</i>	4
Étendre son influence : les prémices du croissant chiite.....	5
<i>Le Bahreïn</i>	6
<i>L'Irak</i>	7
<i>Le Liban</i>	7
<i>Les groupes terroristes sunnites</i>	10
Du mur sunnite à l'arc chiite : l'émergence de l'Axe de la résistance.....	11
<i>Les révolutions de 2011</i>	12
<i>La guerre irrégulière iranienne au XXI^e siècle : le cyber-jihad</i>	13
Conclusion	16
Bibliographie.....	18

Résumé

À la suite de la révolution islamique de 1979, l'Iran a développé une politique régionale fondée en grande partie sur les modes d'action de la guerre irrégulière, afin d'accroître sa profondeur stratégique et d'étendre son influence au-delà de ses frontières. Cette stratégie repose notamment sur le soutien financier, militaire, technologique et politique apporté à différents groupes armés, selon des degrés variables de proximité et de dépendance. Cet ensemble est communément désigné sous le terme d'« Axe de la résistance », tandis que l'expression « arc chiite » renvoie plus spécifiquement aux acteurs partageant une proximité doctrinale avec la République islamique. Cette architecture a permis à Téhéran de renforcer son poids régional, en lui donnant la capacité d'intervenir indirectement dans plusieurs conflits et de peser sur les équilibres politiques et sécuritaires du Moyen-Orient. Elle demeure toutefois soumise à des contraintes importantes : vulnérabilité de ses réseaux aux opérations adverses, coûts financiers et militaires croissants et difficulté à préserver ses positions lorsque les rapports de force locaux évoluent. L'influence iranienne doit ainsi être appréhendée à l'aune de capacités réelles, mais aussi des limites auxquelles se heurte leur mise en œuvre.

Abstract

Following the Islamic Revolution of 1979, Iran developed a regional policy largely based on irregular warfare methods, with the aim of increasing its strategic depth and extending its influence beyond its borders. This strategy has notably relied on financial, military, technological and political support for various armed groups, with differing degrees of proximity and dependence. This network is commonly referred to as the “Axis of Resistance”, while the expression “Shia Crescent” more specifically refers to actors sharing doctrinal affinities with the Islamic Republic. This architecture has enabled Tehran to strengthen its regional influence by giving it the ability to intervene indirectly in several conflicts and to shape the political and security balances of the Middle East. It nevertheless remains subject to significant constraints: the vulnerability of its networks to adversary operations, rising financial and military costs, and the difficulty of maintaining its positions as local balances of power shift. Iranian influence must therefore be assessed in light not only of its actual capabilities, but also of the constraints limiting their effective use.

Introduction

Jusqu'au tournant de 2024, la République islamique d'Iran occupait une position singulière au Moyen-Orient. Elle était politiquement isolée à l'égard d'une partie des puissances régionales et occidentales, tout en demeurant un acteur incontournable des équilibres militaires, stratégiques et politiques régionaux. Sans être engagée dans une guerre ouverte avec ses principaux adversaires, elle avait construit depuis 1979 un réseau de partenaires et de groupes armés lui permettant d'exercer son influence dans plusieurs théâtres de conflit et de conduire des actions sous le seuil de la confrontation directe.

Cette stratégie a constitué l'un des principaux leviers de la puissance régionale iranienne. Elle répondait aussi à la perception, rapidement établie à Téhéran, d'un rapport de forces conventionnel défavorable face à plusieurs puissances militaires présentes dans la région. L'Iran a ainsi développé des formes de conflictualité indirecte avant de les intégrer à une stratégie plus large, fondée sur la profondeur stratégique, la dissuasion et l'action par l'intermédiaire de partenaires locaux.

Depuis 2024, les revers subis par plusieurs composantes de ce dispositif, notamment au Levant, ont toutefois remis en question certaines de ses capacités et la solidité de son architecture régionale. S'ils ne suffisent pas à effacer les acquis de plusieurs décennies de politique d'influence, ils invitent à réévaluer la portée réelle du modèle iranien et les contraintes auxquelles il est désormais confronté.

Les fondements de la guerre irrégulière iranienne

Une colonne vertébrale idéologique

Les fondements de la politique iranienne de guerre irrégulière doivent être recherchés dans l'histoire de la pensée politique persane et dans la constitution progressive d'une identité politique chiite, dont l'influence s'affirme particulièrement à partir de l'époque safavide¹. La Perse a longtemps cultivé un particularisme politique et culturel distinct de celui de ses voisins arabes, nourri à la fois par son histoire impériale et par la nécessité de préserver son autonomie dans un environnement régional souvent hostile². Cette situation a contribué à l'émergence d'une culture stratégique accordant une place importante à l'adaptation, à la préservation de la profondeur et aux formes indirectes de confrontation.

¹ PAHLAVI Pierre, « Guerre irrégulière et analyse institutionnelle : le cas de la stratégie asymétrique des Gardiens de la révolution en Iran », *Études internationales*, vol. 42, n°4, 2011, pp. 473–492.

² THALER David, NADER Alireza, CHUBIN Shahram, GREEN Jerrold, LYNCH Charlotte et WEHREY Frederic, *Mullahs, Guards, and Bonyads. An Exploration of Iranian Leadership Dynamics*, 2010, Santa Monica, RAND Corporation, 168 p.

La conquête musulmane de la Perse a profondément transformé son environnement politique et religieux, sans pour autant entraîner immédiatement sa conversion au chiisme. C'est sous les Safavides, à partir du XVI^e siècle, que le chiisme duodécimain devient religion d'État et s'inscrit durablement dans l'identité politique iranienne³. Tradition religieuse longtemps minoritaire dans le monde musulman, le chiisme a développé une mémoire historique de la persécution et de la résistance, ainsi que des mécanismes permettant aux croyants de préserver leur foi dans des situations d'adversité⁴. La *taqiyya*, qui autorise notamment la dissimulation de la foi lorsqu'elle est menacée, est l'un de ces mécanismes⁵. Ces éléments ont parfois été rapprochés d'une culture de la résistance et du recours à l'action indirecte, même si leur influence sur la stratégie contemporaine de l'État iranien ne saurait être établie *de facto*.

Après 1979, la République islamique inscrit ces héritages dans une doctrine révolutionnaire nouvelle. Sous l'impulsion de l'ayatollah Khomeiny, l'Iran adopte un positionnement anti-impérialiste et tiers-mondiste, marqué par l'opposition aux États-Unis et, initialement, à l'Union soviétique⁶. Si cette doctrine trouve une application privilégiée au Moyen-Orient, elle s'inscrit dans une critique plus large de l'ordre international dominé par les grandes puissances⁷. L'article 154 de la Constitution de la République islamique affirme ainsi que l'Iran, « tout en s'abstenant absolument de la moindre intervention dans les affaires intérieures des autres nations, soutient la lutte des opprimés pour la conquête de leurs droits contre les oppresseurs dans tous les points du globe »⁸. Cette disposition traduit à la fois le principe proclamé de non-intervention et la légitimation d'un soutien aux mouvements présentés comme « opprimés »⁹. Elle fournit un cadre doctrinal à l'internationalisation du projet révolutionnaire ainsi qu'au développement de réseaux politiques et armés au-delà des frontières iraniennes. La mobilisation de références issues du chiisme duodécimain au service des objectifs politiques de la République islamique constitue ainsi l'un des éléments de la formation de ce que certains travaux qualifient de « chiisme-instrument »¹⁰.

Une ossature dualiste

Cette synthèse idéologique trouve également une traduction dans l'organisation de la République islamique après 1979. Le régime repose sur une articulation particulière entre des institutions élues et des structures placées sous l'autorité du Guide de la Révolution, dont les compétences s'étendent aux orientations fondamentales de l'État et aux forces armées¹¹. Cette architecture se retrouve dans le domaine militaire, avec la coexistence de l'armée régulière, l'Artesh, et du Corps des gardiens de

³ DABASHI, Hamid, *Shi'ism, A Religion of Protest*, 2012, Boston, Belknap Press of Harvard University, 448 p.

⁴ SFEIR Antoine, « Sunnites, Chiïtes. Dissensions de toujours, guerre de demain ? », *International*, vol. 408, n° 6, 2008, pp. 741-752.

⁵ ZONIS Marvin, « The Rule of the Clerics in the Islamic Republic of Iran », *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 482, n°1, 1985, pp. 85-108.

⁶ DJALILI Mohammed-Reza, « Politique étrangère de l'Iran : entre religion, révolution et pragmatisme », *Confluences Méditerranée*, vol. 109, n°2, 2019, pp. 163-177.

⁷ LAKE David, MARTIN Liza et RISSE Thomas, « Challenges to the Liberal Order: Reflections on International Organization », *International Organization*, vol. 75, n°2, 2021, pp. 225-257.

⁸ *Constitution de la République Islamique d'Iran*, 1979.

⁹ *Op. cit.*, DJALILI, 2019.

¹⁰ CHELLY Amélie, *Iran, autopsie du chiisme politique*, Paris : Éditions du Cerf, 2017, 384 p.

¹¹ *Op. cit.*, PAHLAVI, 2011.

la révolution islamique (CGRI), créé pour protéger le système révolutionnaire et placé sous l'autorité directe du Guide. Le CGRI a progressivement développé des capacités propres en matière de renseignement, de projection extérieure et de soutien aux partenaires de l'Iran dans la région¹².

Cette organisation favorise l'émergence, au sein du CGRI, d'une approche particulièrement pragmatique de la doctrine révolutionnaire. Ses dirigeants apprennent à conjuguer les impératifs idéologiques avec les contraintes de la raison d'État, en adaptant les moyens employés aux intérêts stratégiques de la République islamique¹³. Cette flexibilité¹⁴ permet ainsi de privilégier, lorsque les circonstances l'exigent, la préservation du régime et de ses capacités d'action sur l'application littérale des principes révolutionnaires. La politique iranienne durant la guerre Iran-Irak en fournit une illustration : malgré l'hostilité proclamée envers Israël, Téhéran a accepté des coopérations clandestines et ponctuelles avec celui-ci lorsque des intérêts stratégiques convergents le justifiaient¹⁵.

Étendre son influence : les prémices du croissant chiite

La stratégie de défense de la République islamique après 1979 est façonnée par la survie du régime et la préservation des conditions de pérennité de son projet révolutionnaire¹⁶. Pour l'ayatollah Khomeiny, cette survie suppose que l'Iran puisse préserver son autonomie face aux puissances étrangères et éviter de se trouver exposé à une menace extérieure¹⁷. Or, la guerre Iran-Irak (1980-1988) révèle les vulnérabilités militaires de la République islamique et marque sa culture stratégique. Les conflits du Golfe, en particulier la démonstration de supériorité militaire américaine lors de la guerre de 1990-1991 puis l'intervention de 2003, confortent à leur tour la perception iranienne des limites d'une confrontation conventionnelle directe avec les États-Unis et leurs alliés^{18 et 19}.

Téhéran cherche dès lors à repousser la menace au-delà de ses frontières en développant une profondeur stratégique fondée sur des capacités de dissuasion, des réseaux de partenaires et des moyens d'action indirects²⁰. Cette logique contribue à la constitution progressive d'un réseau régional d'influence, dont les premiers développements s'observent notamment au sein de mouvements chiites du monde arabe. L'Iran apporte ainsi son soutien à différents acteurs au Bahreïn, en Irak et au Liban, tout en développant également des relations avec des organisations sunnites, parmi lesquelles le

¹² OSTOVAR Afshon, « Sectarian Dilemmas in Iranian Foreign Policy: When Strategy and Identity Politics Collide », *Carnegie Endowment for International Peace*, 2016. Disponible en ligne [<https://carnegieendowment.org>]. Consulté le 18 avril 2026.

¹³ *Op. cit.*, PAHLAVI, 2011.

¹⁴ *Op. cit.*, DJALILI, 2019, p. 172.

¹⁵ LENORMAND Quentin, « Les relations entre Israël et l'Iran : un partenariat officieux dans un contexte d'hostilité affichée », *Les Cahiers de la Revue Défense Nationale*, 2022, pp. 51-59.

¹⁶ *Op. cit.*, OSTOVAR, 2016.

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ YOSSEF Amr, « Upgrading Iran's Military Doctrine: An Offensive "Forward Defense" », *Middle East Institute*, 2019. Disponible en ligne [<https://www.mei.edu/>]. Consulté le 19 avril 2026.

¹⁹ THE ECONOMIST, « Hybrid warfares: Shades of grey ». *The Economist Special Report: the future of war*, 2018, pp. 8-10.

²⁰ *Op. cit.*, OSTOVAR, 2016.

Hamas et le Jihad islamique palestinien. Le Hezbollah constitue l'expression la plus aboutie de cette stratégie. Soutenu durablement par Téhéran, il devient progressivement un relais majeur de la puissance iranienne au Levant.

Le Bahreïn

À Bahreïn, alors un émirat à majorité chiite gouverné par une dynastie sunnite, les mouvements favorables à l'instauration d'un régime islamique chiite apparaissent avant la révolution iranienne de 1979²¹. Le Front islamique pour la libération de Bahreïn (FILB), fondé en 1976 dans le prolongement de mobilisations sociales et politiques plus anciennes, revendique dès sa création l'instauration d'un État islamique, associé au développement économique, à l'indépendance culturelle et à la modernisation du pays²². Son projet dépasse toutefois la transformation institutionnelle, si bien que le mouvement entend promouvoir une société islamique fondée sur une transformation profonde des normes sociales et culturelles²³.

La révolution iranienne constitue rapidement une référence pour les dirigeants du FILB, qui prêtent allégeance à l'ayatollah Khomeiny. Celui-ci désigne à son tour l'un de ses dirigeants religieux comme son représentant à Bahreïn, lui conférant une fonction de relais de son autorité dans les États du Golfe²⁴. Le mouvement reprend également certains éléments du discours révolutionnaire iranien, notamment la formule « ni Est ni Ouest : République islamique »²⁵.

Le rapprochement avec Téhéran prend ensuite une dimension plus opérationnelle. Le FILB bénéficie d'infrastructures médiatiques en Iran, notamment d'un bureau de presse à Téhéran et d'un accès à une radio destinée aux populations du Golfe²⁶. Des membres du mouvement reçoivent également une formation militaire dispensée par le CGRI²⁷. En décembre 1981, les autorités bahreïniennes accusent le FILB d'avoir préparé une tentative de renversement du régime avec le soutien de l'Iran, notamment par la fourniture d'armes, de faux uniformes et de moyens techniques²⁸. L'échec de cette opération affaiblit le FILB, sans mettre fin à l'implication iranienne auprès des mouvements chiites bahreïnais. Téhéran poursuivra ainsi ses relations avec différentes organisations, parmi lesquelles des groupes ultérieurement désignés sous le nom de « Hezbollah-Bahreïn »²⁹.

²¹ ALHASAN, Hasan Tariq, « The Role of Iran in the Failed Coup of 1981: The IFLB in Bahrain » *Middle East Journal*, vol. 65, n° 4, 2011, pp. 603-17.

²² BAHRY Louay, « The Opposition in Bahrain: A Bellwether for the Gulf? », *Middle East Policy*, vol. 5, n° 2, 1997, pp. 42-57.

²³ *Op. cit.*, ALHASAN, 2011.

²⁴ WRIGHT Steven, « Iran's Relations with Bahrain », dans BAHGAT Gawdat, EHTESHAMI Anoushiravan et QUILLIAM Neil (dir.), *Security and Bilateral Issues between Iran and Its Arab Neighbours*, Palgrave Macmillan, 2016, pp. 61-80.

²⁵ COHEN Ronen, « Reframing al-Quds Day as a Unifying Islamic Symbol: The Battle over Jerusalem between Iran and the Arab World », *Contemporary Islam*, 2022, n°2, pp. 335-352.

²⁶ CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY, « Iran: Exporting the Revolution », *Foreign Relations of the United States, 1977-1980, Volume XI, Part 1*, 1980, pp. 527-537.

²⁷ *Op. cit.*, ALHASAN, 2011.

²⁸ *Ibid.*

²⁹ OFFICE OF THE COORDINATOR FOR COUNTERTERRORISM, « Patterns of Global Terrorism 1997 – Bahrain », *U.S. Department of State*, 1998.

L'Irak

En Irak, la République islamique développe dès les premières années du régime un soutien aux mouvements chiites opposés à Saddam Hussein, dont le pouvoir exerce une répression particulièrement sévère à l'encontre de certaines composantes de la communauté chiite³⁰. Cette politique répond à la fois à des considérations stratégiques et à la volonté de favoriser la diffusion du projet révolutionnaire iranien au-delà de ses frontières³¹. Dès 1980, le régime baasiste entreprend de réprimer les organisations susceptibles de servir de relais à la révolution iranienne, poussant plusieurs dirigeants chiites irakiens proches de Téhéran à s'exiler en Iran³².

Ces exilés fondent en 1982 le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII), destiné à fédérer plusieurs mouvements chiites irakiens³³. Son principal instrument militaire devient la brigade Badr, constituée et formée avec l'appui du CGRI. Elle rassemble plusieurs milliers de combattants irakiens réfugiés en Iran et participe aux côtés des forces iraniennes à la guerre Iran-Irak³⁴. Après le conflit, Badr développe des réseaux clandestins en Irak, offrant à Téhéran un important relais de renseignement et d'influence dans son voisinage immédiat³⁵. En contrepartie d'un soutien financier substantiel, estimé à plusieurs dizaines de millions de dollars par an au cours des années 1990, ces réseaux contribuent aux opérations de renseignement, à la diffusion de propagande, au recrutement d'opposants et au soutien matériel apporté à différents groupes hostiles au régime baasiste^{36, 37}.

Cette relation ne signifie toutefois pas que Téhéran contrôle l'ensemble de l'opposition chiite irakienne. Lors du soulèvement de 1991, l'Iran évite notamment une intervention militaire directe, soucieux de ne pas provoquer une nouvelle confrontation ouverte avec Bagdad³⁸. Les mouvements chiites irakiens conservent par ailleurs leurs propres objectifs politiques et une autonomie qui limite la capacité de Téhéran à les transformer en instruments entièrement dépendants de sa politique régionale³⁹.

Le Liban

L'Iran révolutionnaire étend son influence au Liban, notamment au Sud, en apportant un soutien matériel, militaire et idéologique aux acteurs qui participeront à la formation du Hezbollah au début

³⁰ LITVAK Meir, « Iraq x. Shi'ites of Iraq », *Encyclopaedia Iranica*, vol. XIII, 2006, pp. 581-588.

³¹ *Op. cit.*, CIA, 1980.

³² *Op. cit.*, LITVAK, 2006.

³³ MARINOVA Nadejda, « Theocracies and Exiles: Tehran and the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq », dans *Ask What You Can Do For Your (New) Country: How Host States Use Diasporas*, Presse de l'Université d'Oxford, 2017, pp. 236-259.

³⁴ *Op. cit.*, LITVAK, 2006.

³⁵ FELTER Joseph et FISHMAN Brian, « Iranian Strategy in Iraq: Politics and "Other Means" », *West Point*, 2008. Disponible en ligne [<https://ctc.westpoint.edu/>]. Consulté le 15 mai 2026.

³⁶ ŞİMŞEK Hüseyin Faruk, « Iran's proxy war paradox: strategic gains, control issues, and operational constraints », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 36, n°6, 2025, pp. 997-1024.

³⁷ *Op. cit.*, FELTER & FISHMAN, 2008.

³⁸ *Op. cit.*, LITVAK, 2006.

³⁹ *Ibid.*

des années 1980. L'émergence du mouvement s'inscrit toutefois dans des dynamiques propres à la communauté chiite libanaise et repose sur plusieurs facteurs convergents.

Le premier tient à la structuration politique et sociale des populations chiites depuis la création du Grand Liban en 1920. Principalement implantées dans le Sud, la Békaa et certaines périphéries urbaines, elles connaissent un développement économique et social inférieur à celui d'autres régions du pays, marqué par des infrastructures sanitaires et éducatives insuffisantes, ainsi que par un accès inégal aux réseaux d'eau et d'électricité⁴⁰. Cette marginalisation est accentuée par la dépendance de certaines régions à l'agriculture, affectée par la rupture des échanges avec la Palestine mandataire après 1948^{41, 42}. S'ajoutent des revendications politiques liées à la représentation de la communauté chiite dans le système confessionnel libanais⁴³. La notion de « communauté-classe » permet ainsi de rendre compte de la double dimension, confessionnelle et sociale, de cette mobilisation⁴⁴.

À partir des années 1960 et 1970, cette mobilisation favorise l'émergence de nouvelles structures de représentation. Le Mouvement des déshérités, fondé autour de Moussa Sadr, puis Amal, sa composante militaire, cherchent principalement à défendre les intérêts de la communauté chiite et à renforcer sa représentation politique⁴⁵. Proche de la Syrie, Amal ne s'inscrit pas dans le projet révolutionnaire iranien après 1979 et conserve une orientation politique distincte⁴⁶.

Un deuxième facteur réside dans le développement, au cours des années 1970, d'un renouveau intellectuel et religieux chiite, notamment à Beyrouth. Celui-ci associe la réaffirmation de la théologie et du droit religieux chiites à un fort ancrage libanais et à la critique de l'incapacité de l'État à protéger les populations du Sud face aux affrontements avec Israël⁴⁷. D'abord porté notamment par des milieux étudiants, ce mouvement cherche à reconstruire les réseaux sociaux et religieux de la communauté à travers des associations, des cercles liés aux mosquées et des publications⁴⁸. La révolution iranienne de 1979 constitue alors un important facteur de politisation et ouvre de nouvelles perspectives à ces courants intellectuels et militants⁴⁹.

Le troisième facteur découle de la guerre de 1982 et des limites rencontrées par Amal dans la confrontation avec Israël. Le mouvement participe aux combats contre les forces israéliennes, mais ses dirigeants prennent également part aux négociations qui aboutissent à l'accord israélo-libanais de 1983, finalement dénoncé par le Liban l'année suivante⁵⁰. Cette orientation, cohérente avec la priorité accordée par Amal aux intérêts de la communauté chiite libanaise et à la recherche d'un règlement politique, contribue à éloigner une partie des combattants engagés dans la lutte contre Israël. Dans les

⁴⁰ RACHED Estelle, « Le système scolaire libanais, une singularité à toute épreuve », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, vol. 90, 2022, pp. 23-27.

⁴¹ NORTON Augustus, *Amal and the Shi'a: Struggle for the soul of Lebanon*, Austin, University of Texas Press, 1987, 238 p.

⁴² MERVIN Sabrina, « 11. Le Liban-Sud, des bandes armées à la guérilla (1920-2006) » Dans F. Mermier & E. Picard (dir.), *Liban, une guerre de 33 jours*, Paris, La Découverte, « Cahiers libres », 2007, pp. 103-110.

⁴³ CHAIB Kinda, « Les identités chiites au Liban-Sud: Entre mobilisation communautaire, contrôle partisan et ancrage local » *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 103, n°3, 2009, pp. 149-162.

⁴⁴ PICARD Élisabeth, « De la "communauté-classe" à la résistance "nationale" : pour une analyse du rôle des chi'ites dans le système politique libanais (1970-1985) », *Revue française de science politique*, vol. 35, n°6, 1985, pp. 999-1028.

⁴⁵ *Op. cit.*, MERVIN, 2007.

⁴⁶ LAURENS Henri, *La question de Palestine, Tome troisième, 1947-1967, l'accomplissement des prophéties*, Fayard, 2007, 823 p.

⁴⁷ DAHER Aurélie, *Le Hezbollah: Mobilisation et pouvoir*, Presses Universitaires de France, 2014, 482 p.

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ *Op. cit.*, CHAIB, 2009.

territoires occupés du Sud, cette dynamique favorise l'émergence de nouvelles organisations, bientôt structurées avec le soutien de l'Iran.

À partir de 1982, le CGRI déploie plusieurs centaines de ses membres dans la vallée de la Békaa afin d'organiser la formation et l'encadrement de groupes chiites libanais⁵¹. Ceux-ci réunissent d'anciens cadres ou militants dissidents d'Amal et de nouveaux combattants issus notamment des populations affectées par la guerre et l'occupation israélienne. Ils constituent la Résistance islamique au Liban, branche militaire du mouvement qui prendra le nom de Hezbollah⁵². Le CGRI, au-delà de la formation militaire, contribue également à diffuser une conception de la « culture de la résistance ». Cette dernière associe engagement armé, mobilisation religieuse et prise en charge des populations locales⁵³.

L'émergence du Hezbollah ne peut pour autant être réduite à une transplantation du modèle iranien. Le mouvement prend racine dans les réalités politiques, sociales et territoriales du Liban et conserve dès l'origine une dimension proprement libanaise. Ses premiers textes reconnaissent l'autorité religieuse de l'ayatollah Khomeiny, dont le rôle dépasse alors le cadre iranien, tout en faisant de la résistance à Israël l'un des fondements de son action⁵⁴. Certains travaux ont interprété cette orientation comme la volonté d'établir un régime islamique au Liban⁵⁵. D'autres analyses soulignent cependant l'écart entre cette référence doctrinale et la pratique politique du mouvement, qui ne formule pas de modèle institutionnel précis de transformation de l'État libanais et n'engage pas de processus visant à instaurer concrètement une République islamique⁵⁶.

Le Hezbollah développe en revanche un ensemble d'organisations sociales destinées à répondre aux besoins des populations de ses zones d'implantation. Ces « institutions sociales de la résistance » interviennent notamment dans les domaines de la santé, de la reconstruction, de l'éducation et des infrastructures⁵⁷. La Fondation des Martyrs apporte un soutien aux familles de combattants tués, tandis que le Jihad al-Binaa participe à la reconstruction des habitations et au développement d'infrastructures. Al-Imdad intervient pour sa part auprès des populations les plus démunies⁵⁸. À cet appareil social s'ajoutent des structures d'encadrement idéologique et culturel, notamment les scouts al-Mahdi, ainsi qu'un appareil médiatique comprenant une radio, une chaîne de télévision et des publications écrites⁵⁹.

À partir des années 1990, le Hezbollah engage une inflexion stratégique en investissant les institutions politiques libanaises. Cette évolution traduit une volonté d'inscrire celle-ci dans le système politique existant⁶⁰. Le mouvement met notamment en avant les intérêts socio-économiques des populations du Sud et la poursuite de la lutte contre Israël, deux domaines dans lesquels son implantation locale et son action militaire lui ont permis d'acquérir une influence importante. Après le retrait israélien de 2000, l'absence initiale d'un déploiement complet de l'État libanais dans

⁵¹ *Op. cit.*, DAHER, 2014.

⁵² *Op. cit.*, DAHER, 2014, p. 80.

⁵³ *Ibid.*, p. 80.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ NORTON Augustus, *Hezbollah: A Short History*, Princeton University Press, 2007, 216 ps.

⁵⁶ *Op. cit.*, DAHER, 2014.

⁵⁷ *Op. cit.*, DAHER, 2014.

⁵⁸ LAMLOUM, Ofa, « L'histoire sociale du Hezbollah à travers ses médias, système de représentation et inscription territoriale », *Politix*, vol. 87, n°9, 2003, pp. 167-187.

⁵⁹ *Op. cit.*, DAHER, 2014.

⁶⁰ *Op. cit.*, DAHER, 2014, p. 144.

certaines zones du Sud permet au Hezbollah de conserver une capacité militaire et une implantation territoriale importantes. Le retrait israélien est alors largement présenté au Liban et dans le monde arabe comme un succès de la résistance⁶¹. Les autorités libanaises reconnaissent elles-mêmes progressivement la place particulière acquise par le mouvement dans la défense du territoire, tandis que la notion de « droit à la résistance » apparaît comme un élément important du débat constitutionnel et politique libanais^{62, 63}.

Le Hezbollah constitue ainsi l'un des principaux relais de la stratégie régionale iranienne. Son implantation au Liban permet à Téhéran de disposer d'un partenaire armé implanté au Levant, doté de capacités militaires, politiques et sociales propres, capable d'influer directement sur les rapports de force avec Israël. Cette relation demeure néanmoins asymétrique et évolutive. L'Iran fournit au Hezbollah un soutien financier, militaire et technologique considérable, tandis que le mouvement conserve des intérêts et des marges d'autonomie propres. La relation entre les deux acteurs se distingue ainsi par une interdépendance stratégique qui n'exclut ni les arbitrages propres au Hezbollah ni les réévaluations opérées par Téhéran à l'égard de ses différents partenaires régionaux.

Les groupes terroristes sunnites

Enfin, si l'Iran ne dispose pas auprès des mouvements sunnites du Moyen-Orient de relais comparables à ceux qu'il entretient avec certaines organisations chiites, il développe également des relations étroites avec des mouvements sunnites engagés dans le conflit israélo-palestinien, notamment le Hamas et le Jihad islamique palestinien⁶⁴. Ces relations reposent sur une convergence d'intérêts stratégiques et sur certaines affinités idéologiques, en particulier autour de la cause palestinienne et de l'opposition à Israël⁶⁵. Le Hamas demeure ainsi un mouvement islamiste sunnite issu de la mouvance des Frères musulmans, tandis que l'autorité religieuse du Guide de la Révolution s'inscrit dans le cadre doctrinal du chiisme duodécimain et ne constitue pas une tutelle religieuse sur les organisations sunnites soutenues par Téhéran.

L'Iran apporte au Hamas un soutien financier, militaire et technologique important, tout en lui laissant une autonomie significative dans la définition de ses orientations politiques et militaires⁶⁶. Cette autonomie apparaît notamment lors de la guerre civile syrienne. Alors que le régime de Bachar al-Assad constitue un allié stratégique de Téhéran, le Hamas prend ses distances avec Damas à partir de 2011 et quitte la Syrie en 2012, entraînant une dégradation de ses relations avec l'Iran et le Hezbollah⁶⁷. La relation entre Téhéran et les organisations sunnites repose ainsi sur une coopération

⁶¹ DOT-POUILLARD Nicolas, « Les armes du *Hezbollah* : terrorisme, droit à la résistance et principe de légalité », *Confluences Méditerranée*, vol. 102, 2017, pp. 89-102.

⁶² *Op. cit.*, OSTOVAR, 2019.

⁶³ ROY, Olivier, « L'Iran et le *Hezbollah* », Dans : F. Mermier & E. Picard (dir.), *Liban, une guerre de 33 jours*. Paris, La Découverte, « Cahiers libres », 2017, pp. 201-205.

⁶⁴ *Op. cit.*, OSTOVAR, 2016.

⁶⁵ REZEG Ali, « Understanding Iran-Hamas Relations from a Defensive Neo-Realist Approach », *The Journal of Iranian Studies*, vol. 4, n° 2, 2020, pp. 159-178.

⁶⁶ *Op. cit.*, ŞİMŞEK, 2025.

⁶⁷ AKHTER Nasrin, « Understanding a Decade of Syrian-Hamas Relations, 2011-2021 », *Syria Studies*, vol. 14, n° 1, 2022, pp. 40-89.

pragmatique puisque leurs intérêts peuvent converger sans que leurs objectifs, leurs références doctrinales ou leurs stratégies se confondent.

Au cours des deux premières décennies de la République islamique, Téhéran cherche ainsi à construire les relais extérieurs nécessaires à la protection de ses intérêts et à l'affirmation de son projet révolutionnaire. Le soutien à des organisations armées, l'action clandestine et l'établissement de réseaux politiques constituent des instruments complémentaires de cette politique. Les résultats restent inégaux et certaines entreprises connaissent des échecs, mais cette stratégie contribue à donner à l'Iran une capacité d'action extérieure supérieure à celle que ses ressources conventionnelles auraient seules permise. À l'approche des années 2000, le réseau constitué depuis 1979 offre ainsi à Téhéran une profondeur stratégique et des capacités d'influence qui vont prendre une nouvelle dimension avec les transformations géopolitiques du Moyen-Orient.

Du mur sunnite à l'arc chiite : l'émergence de l'Axe de la résistance

En 2003, l'invasion de l'Irak par les États-Unis et leurs alliés rappelle à Téhéran l'écart considérable qui sépare ses capacités militaires conventionnelles de celles de la puissance américaine. Elle crée cependant dans le même temps une opportunité stratégique. La chute de Saddam Hussein élimine un adversaire historique de la République islamique et ouvre à l'Iran un espace d'influence jusque-là difficilement accessible.

La disparition du pouvoir baasiste permet notamment le retour en Irak de plusieurs organisations chiites ayant longtemps entretenu des liens étroits avec Téhéran. Le mouvement Badr et le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII) participent à la reconstruction du système politique irakien et disposent d'une implantation importante au sein de la nouvelle classe politique chiite^{68, 69}. Leur proximité avec l'Iran leur confère des ressources et des relais importants, mais leur insertion dans les institutions irakiennes ne signifie pas pour autant qu'ils deviennent de simples instruments de Téhéran. L'influence iranienne repose davantage sur des réseaux politiques, religieux, économiques et sécuritaires constitués au cours des décennies précédentes, auxquels s'ajoutent de nouvelles capacités d'action rendues possibles par la disparition de Saddam Hussein⁷⁰.

Cette évolution modifie l'environnement stratégique de l'Iran. Pour la première fois depuis 1979, un gouvernement irakien à majorité chiite entretient des relations étroites avec Téhéran, tandis que l'influence américaine demeure déterminante dans le pays. L'Irak devient à la fois un espace de projection de la puissance iranienne et un théâtre de compétition avec les États-Unis. La montée en puissance des réseaux soutenus par l'Iran nourrit, dans les États arabes voisins, la crainte de voir Téhéran constituer un continuum d'influence reliant son territoire à l'Irak, à la Syrie et au Liban. C'est dans ce contexte que l'expression de « croissant chiite » se diffuse au milieu des années 2000⁷¹.

⁶⁸ NASR Vali, *Le renouveau chiite*, Paris, Demopolis, 2008, 310 p.

⁶⁹ JABAR Faleh, *The Shi'ite Movement in Iraq*, Londres, Saqi Press, 2003, 391 p.

⁷⁰ OSTOVAR Afshon, « The Grand Strategy of Militant Clients: Iran's Way of War », *Security Studies*, vol. 28, n° 1, 2019, pp. 159-188.

⁷¹ *Op. cit.*, OSTOVAR, 2016.

Téhéran et ses partenaires privilégient pour leur part l'expression d'« Axe de la résistance », qui ne repose pas exclusivement sur l'appartenance confessionnelle. Cette notion désigne un ensemble évolutif d'acteurs étatiques et non étatiques partageant, à des degrés variables, une opposition aux États-Unis et à Israël et entretenant des relations de coopération avec l'Iran⁷². Le passage de la seule logique de soutien à des partenaires locaux à la constitution d'un réseau régional plus structuré marque ainsi une nouvelle étape de la stratégie iranienne. Après 2003, la profondeur stratégique recherchée depuis la révolution de 1979 cesse de se limiter à la protection du territoire iranien pour devenir un instrument permettant à Téhéran de peser directement sur les rapports de force du Moyen-Orient.

Les révolutions de 2011

À partir de 2011, les soulèvements qui traversent une grande partie du monde arabe bouleversent les équilibres politiques régionaux. Ils ouvrent également une période de forte polarisation, dans laquelle des tensions initialement politiques, sociales ou institutionnelles prennent, dans plusieurs théâtres, une dimension confessionnelle plus prononcée⁷³. Pour Téhéran, ces mouvements constituent d'abord une occasion d'affirmer la proximité de la République islamique avec les populations contestant des régimes considérés comme autoritaires et de promouvoir son modèle révolutionnaire⁷⁴. Cette lecture se heurte toutefois rapidement à la nécessité de préserver les intérêts stratégiques de l'Iran, en particulier en Syrie.

Le soulèvement syrien constitue à cet égard un tournant. Alors que Téhéran se présente comme favorable aux mouvements populaires contestant les régimes soutenus par les puissances occidentales, il apporte rapidement son soutien au régime de Bachar al-Assad. La Syrie occupe en effet une place centrale dans la stratégie régionale iranienne. Elle constitue depuis la guerre Iran-Irak un partenaire arabe privilégié et assure surtout la continuité géographique entre l'Iran, l'Irak et le Liban, ainsi que les conditions de circulation des ressources et du soutien destinés au Hezbollah⁷⁵. La chute du régime syrien aurait donc compromis une partie importante de la profondeur stratégique construite par Téhéran depuis 1979.

L'engagement iranien évolue en conséquence d'un soutien politique et technique vers une implication militaire croissante. Le CGRI participe à la formation et à l'encadrement des forces favorables au régime, tandis que l'Iran fournit des équipements, des conseillers et un soutien logistique. Des milices syriennes sont également constituées ou réorganisées avec l'appui iranien, notamment les Forces de défense nationale, auxquelles s'ajoutent des combattants étrangers recrutés parmi des populations chiites, notamment afghanes et pakistanaïses⁷⁶. À partir de 2015, l'intervention militaire russe et l'engagement accru de l'Iran contribuent à empêcher l'effondrement du régime et à

⁷² SOAGE Ana, « The Conservative-Resistance Camp: The Axis of Resistance », *The Regional Order in the Gulf Region and the Middle East*, Springer, 2020, pp. 95-129.

⁷³ *Op. cit.*, OSTOVAR, 2016.

⁷⁴ *Op. cit.*, DJALILI, 2019.

⁷⁵ *Op. cit.*, OSTOVAR, 2016.

⁷⁶ VOLLER Yaniv, « Rethinking armed groups and order: Syria and the rise of militiocracies », *International Affairs*, vol. 98, n° 3, 2022, pp. 853-871.

modifier le rapport de forces sur le terrain⁷⁷. La politique iranienne en Syrie fait apparaître une hiérarchisation des priorités.

Le Yémen constitue un autre théâtre d'extension de l'influence iranienne. Les relations entre Téhéran et le mouvement houthi se développent avant 2011, tandis que le mouvement acquiert progressivement une capacité militaire et politique autonome. La prise de Sanaa en 2014 et l'effondrement du processus de transition donnent au conflit une dimension régionale nouvelle⁷⁸. L'Iran apporte alors aux Houthis un soutien dont l'ampleur et les modalités évoluent dans le temps. Les enquêtes du Groupe d'experts des Nations unies ont notamment identifié, dès les années 2010, des transferts d'armes en provenance d'Iran à destination des Houthis, tandis que des rapports ultérieurs documentent également la fourniture de composants, de technologies et d'une assistance technique⁷⁹. Le mouvement conserve toutefois ses propres objectifs et une autonomie politique.

À partir de l'intervention de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite en 2015, le Yémen devient ainsi l'un des principaux théâtres de la confrontation indirecte entre Riyad et Téhéran. Le soutien iranien aux Houthis permet à la République islamique de disposer d'un relais capable de faire pression sur son principal rival régional, sans engager directement ses propres forces dans une guerre avec l'Arabie saoudite⁸⁰. Le conflit yéménite s'inscrit ainsi dans une logique plus large de compétition régionale, dans laquelle l'Iran mobilise des partenaires locaux afin d'accroître ses capacités de dissuasion et de projection tout en limitant le coût d'une confrontation conventionnelle directe.

La guerre irrégulière iranienne au XXI^e siècle : le cyber-jihad

Au début des années 2010, l'Iran investit le cyberspace. Le développement de ces capacités intervient après plusieurs attaques qui révèlent la vulnérabilité du pays dans ce domaine, au premier rang desquelles *Stuxnet*, découvert en 2010 après avoir ciblé les installations nucléaires iraniennes⁸¹. Cette opération, attribuée aux États-Unis et à Israël, constitue un précédent majeur dans l'emploi du cyberspace à des fins de sabotage stratégique. Elle contribue également à accélérer la prise en compte de la menace cyber par les autorités iraniennes.

L'Iran dispose alors déjà de groupes de hackers et de structures engagées dans la surveillance et la répression des opposants en ligne. À partir de 2010-2012, ces capacités commencent à être intégrées dans une architecture institutionnelle plus structurée. Le Guide de la Révolution ordonne en 2012 la création du Conseil suprême du cyberspace, chargé de définir les grandes orientations de la politique iranienne dans ce domaine⁸². Cette organisation ne se confond pas avec le CGRI et plusieurs institutions civiles et militaires participent à la politique cyber iranienne. Sont concernés les Gardiens

⁷⁷ *Op. cit.*, OSTOVAR, 2016.

⁷⁸ *Op. cit.*, OSTOVAR, 2019.

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ LEVALLOIS Agnès et THERME Clément, « Iran, Arabie Saoudite : la guerre froide », *Confluences Méditerranée*, vol. 97, n°2, 2016, pp. 9-13.

⁸¹ AMIR-ASLANI Ardavan, « Stuxnet vs Shamoon : la cyberguerre au Moyen-Orient », *Sécurité globale*, vol. 24, n°2, 2013, pp. 9-14.

⁸² ROGER Henri, « Pour l'Iran, la cyberguerre est devenue incontournable », *Middle East Eyes*, 2022. Disponible en ligne [<https://www.middleeasteye.net/>]. Consulté le 20 avril 2026.

de la Révolution, le ministère du Renseignement, la cyberpolice et les structures chargées de la défense passive⁸³.

Le développement de ces capacités répond à une double logique. Il s'agit d'abord de renforcer la protection des infrastructures iraniennes et de préserver les capacités du régime face aux opérations étrangères. Il s'agit ensuite de disposer de moyens d'action permettant de conduire des opérations d'espionnage, de perturbation et d'influence à l'extérieur des frontières. Depuis le début des années 2010, des groupes liés aux structures de sécurité iraniennes ont ainsi été associés à des campagnes visant des institutions publiques, des entreprises, des infrastructures critiques et des organisations de recherche aux États-Unis, en Israël, en Arabie saoudite et dans plusieurs pays européens⁸⁴. Le caractère clandestin de ces opérations permet à Téhéran de maintenir une certaine ambiguïté quant à leur attribution, tout en exerçant une pression sur ses adversaires⁸⁵.

Le cyberespionnage est également un moyen de contourner certaines contraintes économiques et technologiques auxquelles l'Iran est soumis. Des opérations attribuées à des acteurs iraniens ont notamment visé des universités, des centres de recherche et des entreprises afin d'obtenir des informations scientifiques, techniques ou industrielles susceptibles de répondre aux besoins du pays⁸⁶. Le cyberspace constitue dès lors instrument à la fois défensif et offensif, dont le coût d'entrée relativement faible permet à l'Iran de compenser partiellement certaines de ses limitations conventionnelles⁸⁷.

Cette évolution s'accompagne d'une dimension idéologique et informationnelle. En 2021, Ali Khamenei appelle notamment les étudiants à mener un « djihad » dans le cyberspace en diffusant les idées qu'il présente comme justes⁸⁸. Cette mobilisation doit toutefois être distinguée des opérations cyber offensives conduites par les appareils de sécurité de l'État. Elle relève également de la guerre informationnelle et de la diffusion idéologique. Plusieurs dimensions de la stratégie iranienne convergent dans le cyberspace, depuis la surveillance intérieure jusqu'au renseignement, au sabotage et à l'influence.

En 2026, cette capacité prend une importance accrue dans le cadre de la confrontation directe entre l'Iran, Israël et les États-Unis. Des organismes spécialisés ont documenté une intensification des opérations iraniennes, notamment dans le domaine du renseignement, des attaques contre des infrastructures et des opérations d'influence⁸⁹. Les autorités israéliennes ont notamment fait état d'une forte augmentation des incidents cyber attribués à des acteurs iraniens au cours de 2026, tandis que des analyses américaines soulignent l'utilisation croissante du cyberespionnage à l'appui des opérations militaires iraniennes⁹⁰. Le cyberspace apparaît ainsi comme l'un des principaux domaines

⁸³ *Op. cit.*, YOSSEF, 2019.

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ FREMONT Anne-Laure, « En matière de cyberattaque, le brouillard de guerre est très épais », *Le Figaro*, 2016. Disponible en ligne [<https://www.lefigaro.fr/>]. Consulté le 21 avril 2026.

⁸⁶ *Op. cit.*, ROGER, 2022.

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ TAILLAT Stéphane, « Un mode de guerre hybride dissymétrique ? Le cyberspace », *Stratégique*, vol. 111, n°1, 2016, pp. 89-106.

⁸⁹ RAFFRAY Raphaël, « Cyberguerre : de la mort de l'ayatollah Khamenei au blocage du détroit d'Ormuz, la guerre entre les États-Unis, Israël et l'Iran se joue aussi dans le numérique », *BFMTV*, 2026. Disponible en ligne [<https://www.bfmtv.com/>]. Consulté le 10 août 2026.

⁹⁰ MASON Robert, « Strategic Depth Through Enclaves: Iran, Syria, and Hezbollah », *Middle East Policy*, vol. 28, n° 2, 2021, p. 96-108.

dans lesquels Téhéran peut continuer à exercer une pression sur ses adversaires, y compris lorsque ses capacités conventionnelles sont fortement sollicitées.

Cette évolution accompagne la transformation plus générale de l'Axe de la résistance. Depuis les années 2000 et plus encore après les soulèvements de 2011, ses différentes composantes développent des formes de coopération plus étroites et acquièrent des capacités complémentaires⁹¹. L'intervention du Hezbollah en Syrie, notamment, ne répond pas uniquement à une demande de Téhéran car la préservation du régime syrien est également liée aux intérêts propres du mouvement. La Syrie représente une importance capitale pour ses approvisionnements, sa profondeur stratégique et ses relations avec l'Iran⁹². Le Hezbollah devient par ailleurs un centre important de formation et de transfert de compétences au profit d'autres organisations armées proches de Téhéran.

L'Axe de la résistance constitue en définitive un réseau de partenaires dont les capacités, les intérêts et les degrés de dépendance à l'égard de l'Iran varient selon les théâtres. Cette architecture permet à Téhéran de combiner plusieurs modes d'action et d'adapter son engagement au rapport de forces propre à chaque théâtre.

⁹¹ ALI Mohanad Hage, « Power Points Defining the Syria-Hezbollah Relationship », *Carnegie Middle East Center*, 2019. Disponible en ligne [<https://carnegieendowment.org/>]. Consulté le 15 avril 2026.

⁹² LEVITT Matthew, « Hezbollah's Regional Activities in Support of Iran's Proxy Networks », *Middle East Institute*, 2021. Disponible en ligne [<https://mei.edu/>]. Consulté le 12 avril 2026.

Conclusion

La politique régionale de la République islamique repose depuis 1979 sur la recherche d'une profondeur stratégique et sur la constitution d'une sphère d'influence au Moyen-Orient. Pour atteindre ces objectifs, Téhéran développe différents modes d'action indirecte qui sont progressivement intégrés à l'appareil de sécurité de l'État. Ce choix répond en partie à la perception précoce d'un rapport de forces conventionnel défavorable. L'écart avec les principales puissances militaires régionales demeure important. En 2016, les dépenses militaires iraniennes étaient estimées à environ 12,4 milliards de dollars, contre 63,7 milliards pour l'Arabie saoudite⁹³. Les contraintes économiques et les sanctions ont depuis continué à peser sur les capacités d'investissement iraniennes. En 2024, les dépenses militaires de l'Iran étaient ainsi estimées à 7,9 milliards de dollars, contre 80,3 milliards pour l'Arabie saoudite. Les dépenses consacrées aux partenaires armés de l'Iran doivent toutefois être prises en compte pour apprécier l'ensemble des ressources mobilisées au service de cette stratégie. Leur montant exact demeure difficile à établir, en raison de la diversité des formes de soutien et de l'opacité des circuits de financement. Certaines estimations évaluent néanmoins à plusieurs centaines de millions de dollars par an l'aide apportée au Hezbollah, auquel s'ajoutent les ressources consacrées à d'autres organisations⁹⁴. Même en intégrant ces dépenses, l'effort iranien reste sans commune mesure avec celui des principales puissances militaires du Golfe⁹⁵. Cette asymétrie contribue à expliquer l'intérêt de Téhéran pour des instruments permettant de transformer des ressources relativement limitées en capacités d'influence régionales.

Cette stratégie a permis à l'Iran de disposer, pendant plusieurs décennies, de relais dans la plupart des principaux théâtres de conflictualité du Moyen-Orient. À Bahreïn, le soutien apporté à certains mouvements chiites n'a pas permis de modifier l'équilibre politique du royaume. En Irak, en revanche, les relations construites avec les mouvements chiites avant 2003 ont offert à Téhéran des relais politiques et sécuritaires durables après la chute de Saddam Hussein. La lutte contre l'État islamique a ensuite favorisé la consolidation de plusieurs forces armées proches de l'Iran, dont certaines ont été intégrées aux Forces de mobilisation populaire⁹⁶. L'influence iranienne en Irak demeure toutefois disputée et ne se confond pas avec un contrôle de l'État irakien⁹⁷.

En Syrie, l'engagement iranien a permis pendant plus d'une décennie de contribuer au maintien du régime de Bachar al-Assad et de préserver la continuité territoriale de l'architecture régionale iranienne. Cette stratégie a cependant été profondément remise en cause par la chute du régime en décembre 2024. Bachar al-Assad quitte alors la Syrie pour la Russie, tandis que Téhéran perd l'un de ses principaux points d'appui arabes et une partie de ses capacités de projection vers le Levant. Le coût de cette perte affecte également les conditions logistiques qui avaient permis à l'Iran de soutenir durablement le Hezbollah.

⁹³ *Op. cit.*, OSTOVAR, 2019.

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ THERME Clément, « La stratégie régionale de l'Iran : entre *Realpolitik* et révolution », *Politique étrangère*, n°1, 2020, pp. 33-42.

⁹⁶ *Op. cit.*, OSTOVAR, 2019.

⁹⁷ ALANI Feurat, « Les Irakiens contre la mainmise de l'Iran », *Le Monde diplomatique*, vol. 790, 2020, pp. 18-19.

Au Yémen, le soutien iranien aux Houthis a permis à Téhéran de disposer d'un partenaire capable de contester les intérêts de l'Arabie saoudite et de menacer les voies maritimes régionales sans intervention directe des forces iraniennes. Malgré les campagnes militaires menées contre eux depuis 2015, les Houthis ont conservé des capacités militaires et une implantation politique importantes. Leur trajectoire demeure toutefois largement déterminée par leurs propres objectifs au Yémen, ce qui rappelle les limites d'une lecture faisant de l'ensemble des partenaires de l'Iran de simples instruments de Téhéran.

Le Hezbollah représente historiquement la forme la plus aboutie de cette stratégie. Depuis les années 1980, le mouvement a construit au Liban un appareil militaire, politique et social considérable, tout en maintenant des liens étroits avec l'Iran⁹⁸. Son implication dans les institutions libanaises, son implantation territoriale et ses capacités militaires lui ont permis d'occuper une place centrale dans les équilibres politiques et sécuritaires du pays. Les affrontements avec Israël en 2024 ont toutefois fortement dégradé ses capacités militaires et son environnement stratégique. La perte de la Syrie comme espace de transit et la réduction de son soutien logistique régional constituent des contraintes supplémentaires, sans que l'on puisse pour autant conclure à la disparition du mouvement ou de ses capacités politiques.

Le recul subi par l'Axe de la résistance depuis 2024 conduit néanmoins à réévaluer la portée de la stratégie iranienne dont l'architecture a toujours reposé sur des équilibres fragiles : autonomie des partenaires, vulnérabilité des voies logistiques, coûts financiers, exposition aux frappes adverses et dépendance à l'égard de certains États alliés.

La guerre irrégulière constitue ainsi un moyen pour l'Iran de compenser certaines limites conventionnelles. Les revers enregistrés depuis 2024 montrent que cette architecture peut être profondément affectée lorsque plusieurs de ses points d'appui sont simultanément affaiblis. L'enjeu est d'évaluer, désormais, la capacité de Téhéran à préserver une profondeur stratégique dès lors que les conditions qui avaient permis sa construction se dégradent.

⁹⁸ *Op. cit.*, THERME, 2020.

Bibliographie

- **Documentation académique**

- AKHTER Nasrin, « Understanding a Decade of Syrian-Hamas Relations, 2011-2021 », *Syria Studies*, vol. 14, n° 1, 2022, pp. 40-89.
- ALHASAN, Hasan Tariq, « The Role of Iran in the Failed Coup of 1981: The IFLB in Bahrain » *Middle East Journal*, vol. 65, n° 4, 2011, pp. 603-17.
- ALI Mohanad Hage, « Power Points Defining the Syria-Hezbollah Relationship », *Carnegie Middle East Center*, 2019. Disponible en ligne [<https://carnegieendowment.org/>]. Consulté le 15 avril 2026.
- AMIR-ASLANI Ardavan, « Stuxnet vs Shamoon : la cyberguerre au Moyen-Orient », *Sécurité globale*, vol. 24, n°2, 2013, pp. 9-14.
- BAHRY Louay, « The Opposition in Bahrain: A Bellwether for the Gulf? », *Middle East Policy*, vol. 5, n° 2, 1997, pp. 42-57.
- BARON Xavier, *Histoire du Liban*, Tallandier, 2021, 640 p.
- BLANFORD Nicolas et ORION Assaf, « COUNTING THE COST: Avoiding Another War between Israel and Hezbollah », *Atlantic Council*, 2020. Disponible en ligne [<https://www.atlanticcouncil.org/>]. Consulté le 20 avril 2026.
- CHAIB Kinda, « Les identités chiites au Liban-Sud: Entre mobilisation communautaire, contrôle partisan et ancrage local » *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 103, n°3, 2009, pp. 149-162.
- CHELLY Amélie, *Iran, autopsie du chiisme politique*, Paris, Éditions du Cerf, 2017, 384 p.
- COHEN Ronen, « Reframing al-Quds Day as a Unifying Islamic Symbol: The Battle over Jerusalem between Iran and the Arab World », *Contemporary Islam*, 2022, n°2, pp. 335-352.
- DABASHI Hamid, *Shi'ism, A Religion of Protest*, Boston, Belknap Press of Harvard University, 2012, 448 p.
- DAHER Aurélie, *Le Hezbollah: Mobilisation et pouvoir*, Presses Universitaires de France, 2014, 482 p.
- DJALILI Mohammed-Reza, « Politique étrangère de l'Iran : entre religion, révolution et pragmatisme », *Confluences Méditerranée*, vol. 109, n°2, 2019, pp. 163-177.
- DOT-POUILLARD Nicolas, « Les armes du Hezbollah : terrorisme, droit à la résistance et principe de légalité », *Confluences Méditerranée*, vol. 102, 2017, pp. 89-102.
- FELTER Joseph et FISHMAN Brian, *Iranian Strategy in Iraq: Politics and "Other Means"*, West Point, 2008. Disponible en ligne [<https://ctc.westpoint.edu/>]. Consulté le 15 mai 2026.
- JABAR Faleh, *The Shi'ite Movement in Iraq*, Londres, Saqi Press, 2003, 391 p.
- LAKE David, MARTIN Liza et RISSE Thomas, « Challenges to the Liberal Order: Reflections on International Organization », *International Organization*, vol. 75, n°2, 2021, pp. 225-257.
- LAMLOUM, Olfa, « L'histoire sociale du Hezbollah à travers ses médias, système de représentation et inscription territoriale », *Politix*, vol. 87, n°9, 2003, pp. 167-187.
- LAURENS Henri, *La question de Palestine, Tome troisième, 1947-1967, l'accomplissement des prophéties*, Fayard, 2007, 823 p.
- LENORMAND Quentin, « Les relations entre Israël et l'Iran : un partenariat officieux dans un contexte d'hostilité affichée », *Les Cahiers de la Revue Défense Nationale*, 2022, pp. 51-59.
- LEVALLOIS Agnès et THERME Clément, « Iran, Arabie Saoudite : la guerre froide », *Confluences Méditerranée*, vol. 97, n°2, 2016, pp. 9-13.
- LEVITT Matthew, « Hezbollah's Regional Activities in Support of Iran's Proxy Networks », *Middle East Institute*, 2021. Disponible en ligne [<https://mei.edu/>]. Consulté le 12 avril 2026.

- LITVAK Meir, « Iraq x. Shi'ites of Iraq », *Encyclopaedia Iranica*, vol. XIII, 2006, pp. 581-588.
- MARINOVA Nadejda, « Theocracies and Exiles: Tehran and the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq », dans *Ask What You Can Do For Your (New) Country: How Host States Use Diasporas*, Presse de l'Université d'Oxford, 2017, pp. 236-259.
- MASON Robert, « Strategic Depth Through Enclaves: Iran, Syria, and Hezbollah », *Middle East Policy*, vol. 28, n° 2, 2021, pp. 96-108.
- MEIER Daniel, *Shaping Lebanon's borderlands: armed resistance and international intervention in South Lebanon*, I.B. Tauris, 2016, 290 p.
- MERVIN Sabrina, « 11. Le Liban-Sud, des bandes armées à la guérilla (1920-2006) » Dans F. Mermier & E. Picard (dir.), *Liban, une guerre de 33 jours*, Paris, La Découverte, « Cahiers libres », 2007, pp. 103-110.
- NASR Vali, *Le renouveau chiite*, Paris, Demopolis, 2008, 310 p.
- NORTON Augustus, *Amal and the Shi'a: Struggle for the soul of Lebanon*, Austin, University of Texas Press, 1987, 238 p.
- NORTON Augustus, *Hezbollah: A Short History*, Princeton University Press, 2007, 216 p.
- OSTOVAR Afshon, « Sectarian Dilemmas in Iranian Foreign Policy: When Strategy and Identity Politics Collide », *Carnegie Endowment for International Peace*, 2016. Disponible en ligne [<https://carnegieendowment.org>]. Consulté le 18 avril 2026.
- OSTOVAR Afshon, « The Grand Strategy of Militant Clients: Iran's Way of War », *Security Studies*, vol. 28, n° 1, 2019, pp. 159-188.
- PAHLAVI Pierre, « Guerre irrégulière et analyse institutionnelle : le cas de la stratégie asymétrique des Gardiens de la révolution en Iran », *Études internationales*, vol. 42, n°4, 2011, pp. 473-492.
- PICARD Élisabeth, « De la "communauté-classe" à la résistance "nationale" : pour une analyse du rôle des chi'ites dans le système politique libanais (1970-1985) », *Revue française de science politique*, vol. 35, n°6, 1985, pp. 999-1028.
- RACHED Estelle, « Le système scolaire libanais, une singularité à toute épreuve », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, vol. 90, 2022, pp. 23-27.
- REZEG Ali, « Understanding Iran-Hamas Relations from a Defensive Neo-Realist Approach », *The Journal of Iranian Studies*, vol. 4, n° 2, 2020, pp. 159-178.
- ROY, Olivier, « L'Iran et le Hezbollah », Dans : F. Mermier & E. Picard (dir.), *Liban, une guerre de 33 jours*. Paris, La Découverte, « Cahiers libres », 2017, pp. 201-205.
- SFEIR Antoine, « Sunnites, Chiites. Dissensions de toujours, guerre de demain ? », *International*, vol. 408, n° 6, 2008, pp. 741-752.
- ŞİMŞEK Huseyin Faruk, « Iran's proxy war paradox: strategic gains, control issues, and operational constraints », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 36, n°6, 2025, pp. 997-1024.
- SOAGE Ana, « The Conservative-Resistance Camp: The Axis of Resistance », *The Regional Order in the Gulf Region and the Middle East*, Springer, 2020, pp. 95-129.
- TAILLAT Stéphane, « Un mode de guerre hybride dissymétrique ? Le cyberspace », *Stratégique*, vol. 111, n°1, 2016, pp. 89-106.
- THALER David, NADER Alireza, CHUBIN Shahram, GREEN Jerrold, LYNCH Charlotte et WEHREY Frederic, *Mullahs, Guards, and Bonyads. An Exploration of Iranian Leadership Dynamics*, Santa Monica, RAND Corporation, 2010, 168 p.
- THE ECONOMIST, « Hybrid warfares: Shades of grey », *The Economist Special Report: the future of war*, 2019, pp. 8-10.
- THERME Clément, « La stratégie régionale de l'Iran : entre *Realpolitik* et révolution », *Politique étrangère*, n°1, 2020, pp. 33-42.
- VOLLER Yaniv, « Rethinking armed groups and order: Syria and the rise of militiatocracies », *International Affairs*, vol. 98, n° 3, 2022, pp. 853-871.

WRIGHT Steven, « Iran's Relations with Bahrain », dans BAHGAT Gawdat, EHTESHAMI Anoushiravan et QUILLIAM Neil (dir.), *Security and Bilateral Issues between Iran and Its Arab Neighbours*, Palgrave Macmillan, 2016, pp. 61-80.

YOSSEF Amr, « Upgrading Iran's Military Doctrine: An Offensive "Forward Defense" », *Middle East Institute*, 2019. Disponible en ligne [<https://www.mei.edu/>]. Consulté le 19 avril 2026.

ZONIS Marvin, « The Rule of the Clerics in the Islamic Republic of Iran », *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 482, n°1, 1985, pp. 85-108.

- **Sources journalistiques**

ALANI Feurat, « Les Irakiens contre la mainmise de l'Iran », *Le Monde diplomatique*, vol. 790, 2020, pp. 18-19.

FREMONT Anne-Laure, « En matière de cyberattaque, le brouillard de guerre est très épais », *Le Figaro*, 2016. Disponible en ligne [<https://www.lefigaro.fr/>]. Consulté le 21 avril 2026.

RAFFRAY Raphaël, « Cyberguerre : de la mort de l'ayatollah Khamenei au blocage du détroit d'Ormuz, la guerre entre les États-Unis, Israël et l'Iran se joue aussi dans le numérique », *BFMTV*, 2026. Disponible en ligne [<https://www.bfmtv.com/>]. Consulté le 10 août 2026.

ROGER Henri, « Pour l'Iran, la cyberguerre est devenue incontournable », *Middle East Eyes*, 2022. Disponible en ligne [<https://www.middleeasteye.net/>]. Consulté le 20 avril 2026.

- **Documentation gouvernementale**

CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY, « Iran: Exporting the Revolution », *Foreign Relations of the United States, 1977-1980, Volume XI, Part 1*, 1980, pp. 527-537.

Constitution de la République Islamique d'Iran, 1979.

OFFICE OF THE COORDINATOR FOR COUNTERTERRORISM, *Patterns of Global Terrorism 1997 – Bahrain*, U.S. Department of State, 1998.



Institut
EGA

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

Institut d'études de géopolitique appliquée
66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org